

COURSE AUX MINERAIS

## 7 miniers malhonnêtes coalisent contre la Rdc

LIRE EN PAGES 9

SITUATION EN RDC

## Joao Lourenço triche

LIRE EN PAGE 6



APRÈS LE COUP DE TÊTE DE REYNDERS...

## La Belgique sur le chemin du repentir !

LIRE EN PAGE 8

## Joseph Kabila séjourne dans le Haut-Katanga pour une série d'inaugurations des infrastructures

LIRE EN PAGE 2

### NATION

43<sup>ème</sup> réunion du Conseil des Ministres ACP-UE

## Vers le renouvellement de l'Accord ACP-UE

LIRE EN PAGE 9

### EPSP

## Les élèves du primaire en plein ENAFEP

LIRE EN PAGE 2

### SPORTS

## La Linafoot à fond dans la phase retour !

LIRE EN PAGE 14

## EPSP

## Les élèves du primaire en plein ENAFEP

C'est depuis le jeudi 31 mai 2018 que plus d'un million cinq cents finalistes ont entamé les épreuves d'Etat pour le certificat de fin d'études primaires. Contrairement à l'année 2017 où la tenue de ces épreuves était décalée au Kasai et à Walikale dans le Nord Kivu, tout semble se dérouler normalement.

L'on se plaint à Kinshasa que les frais officiels fixés par le gouverneur à 15.500Fc atteignent jusque 30.000 Fc dans certaines écoles. Au Nord-Kivu c'est le taux de participation qui a drastiquement diminué. Selon les statistiques de l'EPSP, le nombre de candidats est passé de 129 000 en 2017 à 124 666 candidats cette année. Le gouverneur Julien Paluku attribue cette contre performance à l'insécurité et la guerre dans la partie Beni. « *Nous en appelons à la conscience des congolais notamment celle de nos compatriotes qui alimentent des groupes armés à gauche et à droite qu'ils doivent considérer que le pays a besoin de sa jeunesse. Non pas une jeunesse qui vit en brousse mais une jeunesse éduquée. C'est une jeunesse de l'horizon 2030. Et donc la nation devra compter sur sa jeunesse instruite et éduquée* », a dit à déclaré le Gouverneur du Nord-Kivu.

MK

## A L'AFFICHE

## Joseph Kabila séjourne dans le Haut-Katanga pour une série d'inaugurations des infrastructures



Joseph Kabila Kabange est arrivé ce jeudi 31 mai à Lubumbashi, chef-lieu de la province du Haut-Katanga, pour une série d'inaugurations dans cette partie du pays. A sa descente d'avion, il a été accueilli par sa chère épouse, Marie Olive Lembe Disita Kabila, qui séjourne depuis quelques jours dans la ville cuprifère. Le VPM Mova, le Gouverneur Pande Kapopo et plusieurs autres autorités politico-administratives ont été de la partie.

Le Président de la République, Joseph Kabila Kabange, est arrivé en milieu d'après-midi de ce jeudi 31 mai à Lubumbashi pour une série d'inaugurations des infrastructures dans la ville cuprifère ainsi qu'à Kasumbalesa, frontière avec la Zambie.

Le protocole annonce l'inauguration, à Lubumbashi, du nouveau Gouvernorat provincial du Haut Katanga, du nouveau siège provincial de la Banque centrale du Congo et d'un nouveau centre d'affaires ultra-moderne appelé Hypnose.

À Kasumbalesa, Joseph Kabila doit procéder à la pose de la première pierre pour la construction d'un port sec de l'Ogefrem. Toutes ces cérémonies doivent, en principe, débiter ce vendredi 1er mai 2018.

A sa descente d'avion à l'aéroport international de Luano, le Chef de l'Etat, qui a été rejoint à bord par son épouse Marie Olive Lembe Kabila, été accueilli par le vice-Premier ministre en charge de l'Intérieur et sécurité, Henri Mova, qui avait à ses côtés le Gouverneur de province Pande Kapopo et un comité restreint de sécurité.

# Kinshasa contre-attaque après la déclaration de Macron et Kagame sur la RDC ; Paris calme le jeu

**E**n l'espace de quatre jours, le président Emmanuel Macron a reçu tour à tour, au Palais de l'Élysée, ses homologues du Rwanda, Paul Kagame, le vendredi 25 mai et de l'Angola, Joao Lourenco, lundi 28 mai, qui sont également et respectivement président en exercice de l'Unité africaine, pour le premier ; et président en exercice de la Communauté de développement de l'Afrique australe, en sigle SADC, pour le second. Si ces rencontres ont poussé Kinshasa à réagir, principalement par rapport à la première rencontre, c'est tout simplement par le fait que la République démocratique du Congo a été inscrite à l'ordre du jour sans la République démocratique du Congo.

Kinshasa s'étonne qu'il y ait une pareille initiative parrainée par Paris avec l'axe Kigali-Luanda dès lors que la dernière contrainte institutionnelle vers les élections prévues le 23 décembre 2018 a été levée par la promulgation, par le Président de la République Joseph Kabila, de la loi portant répartition des sièges et que ces avancées majeures ont été saluées tant par l'ONU au cours du dernier briefing du Conseil de Sécurité sur la RDC que par le Sommet de la



## Double Troika SADC.

C'est à cette préoccupation qu'ont été invités à répondre, le samedi 26 mai, les ambassadeurs de France, du Rwanda et de l'Angola convoqués par le vice-Premier ministre, Ministre des Affaires étrangères, Léonard She Okitundu, après consultations.

Par ce message diplomatique clair, Kinshasa démontre une fois de plus qu'elle ne transigera aucunement sur sa souveraineté et tient à rappeler aux partenaires internationaux, le respect scrupuleux des grands principes du droit international que sont l'égalité souveraine et la non ingérence dans les affaires internes des Etats.

Aucun pays au monde ne pouvant accepter que l'on fasse état d'une initiative à son sujet sans lui, la réaction de Kinshasa est d'autant plus légitime et compréhensible que l'initiative dont question émane d'un pays africain- en l'occurrence le Rwanda- connu pour son opposition farouche à tout ce qui ressemble à de l'ingérence dans ses affaires intérieures. Même chose pour l'Angola, un pays qui a longtemps souffert jusqu'à en payer le plus lourd tribut des imixtions répétées des puissances étrangères dans sa situation interne.

Dans le même ordre d'idée et peu avant la rencontre Macron- Joao Lourenco , le porte-parole du gouvernement congolais,

Lambert Mende, a mis en garde contre les « connivences, les combinaisons et les tentatives de dépossession des Congolais au profit des groupes d'intérêts extérieurs ». "Les pays Africains qui se hasarderont à servir de tête de pont ou de sous-traitants à des stratégies extérieures hostiles à la RDC élaborées ailleurs, seront toujours payés en monnaie de singe, en plus de la résistance farouche du peuple congolais à laquelle ils devront s'attendre", a-t-il déclaré à la presse, le lundi 28 mai soutenant que la RDC ne laissera personne, État ou groupe d'intérêts, en Afrique ou hors du continent, s'ingérer dans ses affaires intérieures et se substituer au peuple congolais pour décider de son devenir.

Comme pour répondre indirectement à Kinshasa, Emmanuel Macron a, à l'issue de sa rencontre avec son homologue angolais, circonscrit leur démarche dans le cadre des résolutions de l'Union Africaine et de la SADC qui appuient l'Accord du 31 décembre 2016. "Nous venons en appui aux initiatives de l'Union africaine et des pays de la région", a-t-il déclaré répondant au ministre Mende qui a dit : "Seules l'Union Africaine et la CIRGL sont les cadres où on peut parler de nous". Ci-dessous, le point de presse de Lambert Mende.



# POINT DE PRESSE DU MINISTRE DE LA COMMUNICATION ET MEDIAS

KINSHASA, 28 mai 2018

Mesdames et Messieurs de la presse,

Notre communication de ce jour va s'articuler autour de la lecture de la récente déclaration du Président français, Emmanuel Macron ainsi que de l'agitation que suscite dans divers milieux hors de notre pays et de notre région l'approche des élections générales en RDC.

En effet, en observateurs avertis de l'actualité tant nationale qu'internationale que vous êtes, je suis fondé de croire que les controverses, le malaise voire la colère ainsi que les interrogations exprimés par bon nombre de nos compatriotes à la suite des propos subliminaux et, disons-le, pleins d'ambiguïté tenus le 23 mai dernier par le Président de la République française lors du point de presse ayant sanctionné la visite effectuée dans son pays par le président du Rwanda, par ailleurs président en exercice de l'Union Africaine, n'ont pas glissé sous la carapace de votre indifférence.

Le Gouvernement congolais, également surpris, ne pouvait être du reste. C'est ainsi que durant le week-end, le Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires Étrangères et Intégration Régionale a convoqué trois chefs de missions diplomatiques représentant les pays cités dans cette déclaration pour obtenir des clarifications et des explications en rapport avec ladite déclaration relative à une initiative de deux Chefs d'Etats africains sur la RDC mais dont les autorités de la RDC ne seraient pas partie prenante.

Voilà, la question a été posée en ces termes aux 3 pays.

En attendant des explications à ce sujet, le Gouvernement par ma voix, tient à faire la mise au point ci-après pour fixer l'opinion nationale à ce sujet :

En liminaire, il sied de rappeler que l'égalité souveraine des États proclamée par la Charte des Nations Unies est un principe intangible; un horizon indépassable des relations internationales et un dénominateur commun dans les relations entre tous les États. En vertu de ce principe rappelé, aucun État n'a le droit de s'arroger unilatéralement ou via des arrangements ou des alliances particulières, une responsabilité sur le destin d'un autre État.

Ceci étant, nous saisissons cette occasion pour redire, à l'intention de tous les nostalgiques de l'ordre colonial, que le péché originel fondateur de l'Etat indépendant du Congo durant la période des conquêtes barbares et qui a voulu réduire notre pays au rang d'un simple comptoir des matières premières ou en un pandémonium de quelques grandes puissances de l'époque avec le droit de préemption sur le territoire de l'actuelle RDC pour certaines, ce péché originel a été expié depuis par le sang et le sacrifice de nos martyrs et de nos Héros qui à l'instar de Patrice Lumumba, ont payé le prix le plus élevé que l'on

puisse imaginer pour l'indépendance et l'auto-détermination du peuple congolais qu'on aurait tort de considérer comme de simples figures de style.

Les connivences, les combinaisons et les tentatives de dépossession des Congolais au profit des groupes d'intérêts extérieurs dans le but de promouvoir des besoins stratégiques de groupes d'influence en intelligence avec des prédateurs notoires dont certains ont par ailleurs déchiré, de manière ostentatoire et sans sourciller, le brevet de la démocratie dans leurs propres pays, ne sauraient en aucune manière nous intimider ou avoir raison de notre détermination à poursuivre le combat engagé par notre peuple pour prémunir notre pays contre leurs appétits voraces.

La RDC est jalouse de sa souveraineté et ne laissera personne, État ou groupe d'intérêts, en Afrique ou hors du continent, s'ingérer dans ses affaires intérieures et se substituer au peuple congolais pour décider de son devenir.

Le scénario écrit depuis des lustres nous est connu par avance : à chaque époque où notre peuple s'efforce de se doter des atouts nécessaires pour sortir de la logique accidentelle de l'histoire qui veut le maintenir dans ce rôle de colonie d'une certaine communauté internationale, il ne manque jamais des nostalgiques de la loi de la jungle pour rééditer les épisodes sanglants d'un passé révolu et justifier leur volonté atavique de sacrifier la souveraineté de notre pays sur l'autel des intérêts aux antipodes de ceux du peuple congolais en se parant des oripeaux de quelques principes cyniquement sélectionnés du droit international.

Ainsi, depuis peu, quelques illusionnistes qui prétendent vouer un amour débordant et sans limites pour le peuple congolais ont un nouvel alibi: le processus électoral qu'ils ont décrété on ne sait trop sur quelle base, notre peuple incapable de conduire seul à bon port et pour lequel il doit être aidé par eux. Ce prétexte fallacieux est devenu la nouvelle fenêtre d'opportunités ouverte qui leur donnerait ainsi le droit de fouler aux pieds tous les principes aussi bien juridiques que moraux, au point d'absoudre les péchés des pillards, d'en faire des alliés, de magnifier leurs vitrines dans lequel ils vont du reste s'approvisionner allègrement.

Au demeurant, ces nouveaux conquistadors maquillent leur croisade dans une propagande nauséabonde, car ils n'ont pas l'honnêteté intellectuelle de dire qu'une élection n'a pas nécessairement pour vocation de mettre fin à un type de gouvernance surtout lorsque celui-ci continue à bénéficier d'une onction populaire chaque jour renouvelée. Une élection reste un moment d'offre politique pour permettre en toute conscience à un peuple de se choisir

(Suite en page 5)

## POINT DE PRESSE DU MINISTRE DE LA COMMUNICATION ET MEDIAS

*(Suite de la page 4)*

des dirigeants. Tel n'est pourtant pas l'entendement de ces prestidigitateurs si l'on met en parallèle certaines déclarations belliqueuses récentes d'un diplomate retraité américain qui tente ces dernières années de se recycler laborieusement dans des activités de lobbying stipendiées et qui n'aurait pas mis les gants pour dessiner l'avenir immédiat de notre pays.

Dans tous les cas, il ne s'agit ni plus ni moins que d'une énième manifestation de cette espèce de pulsion convulsive qui consiste à renvoyer de manière frénétique et systématique la RDC dans un monde de ténèbres car la prospérité et la paix dans ce pays seraient synonyme de frein à la boulimie des prédateurs de ses richesses et à ceux qui leur servent de chevaux de Troie sur notre continent.

Ceci dit, il importe que le peuple congolais, malgré quelques divergences sommes toutes passagères, prenne définitivement conscience que son bonheur se trouve entre ses propres mains. Dès lors, les messes basses et les complots à ciel ouvert contre la souveraineté de notre pays tout comme la propagande des marchands d'illusions qui se drapent dans une espèce de compassion propre à tout prédateur devraient interpeller la conscience de tout Congolais digne de ce nom et faire l'objet d'un questionnement à plus d'un titre afin de définir ensemble les stratégies destinées à contrer tous les charognards qui prétendent se pencher sur le chevet de notre pays dont ils veulent faire un patient endémique en attendant sa mort programmée pour remplir les assiettes de leur festin.

À l'intention des pays frères africains qui croient tirer leur épingle du jeu en participant d'une façon ou d'une autre à des projets de déstabilisation de leurs voisins par certaines puissances non africaines qui veulent contre toute évidence faire admettre qu'on peut exporter la démocratie par les canons, nous disons qu'il n'y a rien de nouveau dans ce jeu malsain qu'on tente de leur faire jouer. Le défunt président zaïrois, le Maréchal Mobutu s'y était prêté en offrant il n'y a pas si longtemps depuis notre territoire des facilités pour aider à imposer le maintien de l'Angola dans le giron occidental au plus fort de la guerre froide. Il a aussi permis l'installation de bases militaires dans l'actuelle province du Haut-Uelé pour la partition du Soudan qui a résulté in fine à la véritable boucherie humaine actuelle au Sud Soudan qui évidemment n'intéresse plus ceux qui ont patronné la partition de ce pays voisin. L'on se souvient également que Mobutu avait même envoyé la fine fleur des forces armées zaïroises intervenir aux côtés d'un des belligérants dans le conflit rwandais qui a dégénéré avec le génocide de 1994 de triste mémoire. Tout cela dans l'espoir naïf de tirer une rétribution substantielle pour son régime. On sait de quelle manière il a été jeté, tel un Kleenex, dans les poubelles de l'Histoire après avoir été

utilisé par ceux-là même qui lui faisaient croire qu'il était leur partenaire de prédilection.

Ces expériences malheureuses très récentes devraient inspirer la génération actuelle des Africains à comprendre ce qui suit :

(1) les États n'ont que des intérêts, pas d'amis

(2) la RDC tout comme certains autres pays africains ci et là connaissent certes des problèmes, mais aucune solution importée du dehors de leurs frontières ne pourra y apporter des réponses durablement favorables à leurs peuples.

C'est ce que Patrice-Emery Lumumba d'heureuse mémoire nous a inculqué en insistant pour que l'histoire de l'Afrique soit écrite en Afrique par les Africains et non à Bruxelles, à Paris, à Londres ou à Washington.

(3) les pays Africains qui se hasarderont à servir de tête de pont ou de sous-traitants à des stratégies extérieures hostiles à la RDC élaborées ailleurs seront toujours payés en monnaie de singe, en plus de la résistance farouche du peuple congolais à laquelle ils devront s'attendre.

(4) l'Union Africaine et la CIRGL sont les seuls cadres de concertation et d'élaboration des politiques communes aux États Membres. Il ne serait pas de bonne politique de s'en servir comme instruments à la disposition des intérêts particuliers de ceux que nous, États Membres, désignons pour coordonner le temps d'un mandat nos actions au nom et pour le compte de TOUS lesdits États membres.

Plaise au ciel que la position sur la situation en RDC soit celle définie par ces organisations régionale et sous-régionale en plein accord avec la RDC elle-même qui, de ce fait ne peut que la soutenir, et non pas celle particulière aux deux États membres cités par le Président Macron dans sa déclaration.

Si tel n'est pas le cas, le peuple congolais s'assumera comme par le passé car la sagesse africaine nous apprend que si l'on voit un lion déborder de gentillesse à l'approche d'un troupeau de brebis, il faut s'en méfier car cela n'est pas l'expression de l'amour envers le troupeau mais plutôt celle d'un appétit vorace dissimulé derrière un simulacre de compassion qui cache mal sa réputation de prédateur. Et quand un prédateur se met à jouer au vigile ou au protecteur dans la proximité d'une bergerie, il revient aux bergers de doubler de vigilance.

Les Congolais ont donc tout intérêt d'aiguiser davantage le sens de leur patriotisme pour ne pas retomber dans ce piège de l'allégorie du lion, ici de ceux qui, depuis certaines capitales occidentales feignent de jouer au médecin perpétuel au chevet de leur patient éternel la République Démocratique du Congo.

Je vous remercie.

**Lambert MENDE OMALANGA**  
**Ministre de la Communication et Médias**

# SITUATION EN RDC

## Joao Lourenço triche



La France, nation carnassière, qui a eu à se nourrir du sang de Thomas Sankara, de Mouammar Kadhafi et qui s'est montrée ignoble même avec ses propres laquais africains, cas du folkloriste Bokassa, se prépare à participer à une partie de chasse au Congo-Kinshasa. Très sûre de l'opération, elle a cependant commis l'erreur de vendre le rêve de la conspiration sur la place publique. Provoquant la rétractation momentanée de l'un des principaux complices.

De manière presque inattendue, le Rwanda de Paul Kagame vient d'effectuer une courbe rentrante à plus de 180 degrés concernant la situation de la Rdc. Sans doute conscient de la grosse bourde commise par Emmanuel Macron, le pouvoir de Kigali a refusé d'endosser les lourds sous-entendus distillés par les propos sibyllins du locataire de l'Elysée.

Macron, qui arrive à peine en politique et à la tête de son pays, ne maîtrise pas grand chose à l'Afrique en général et à la Rdc en particulier. A l'inverse, Kagame, qui a eu à se frotter à deux reprises au géant de l'Afrique centrale qu'est la Rdc, n'oubliera pas de sitôt combien ce pays, même en situation d'extrême faiblesse, reste imprévisible et peut faire démentir les certitudes les plus tenaces.

Kagame le sait d'autant mieux que si le pays de Patrice Lumumba était aussi domptable que l'a laissé entendre, avec une légèreté insoutenable, le successeur de François Hollande, il y a fort long-

temps que la mise sous tutelle rwandaise du Congo ou le plan de sa balkanisation aurait été une réalité vivante.

Le puissant homme du Rwanda s'est jeté à fond dans cette double aventure d'abord entre octobre 1996-1997, puis entre août 98 et 2002, sans le moindre succès. La Rdc a résisté contre toute attente aux impitoyables assauts de l'International Tutsi Power (ITP). Kagame ne saurait jamais se permettre d'oublier cette terrible giflle de l'histoire.

On comprend donc qu'après la sortie très controversée de Macron, Kigali se soit vite employé à jouer à Ponce Pilate. Et c'est terriblement symbolique de voir que Louise Mushikikwabo, ait été commise à la manœuvre. Pas parce qu'elle est ministre des Affaires étrangères, mais principalement pour le fait que durant la croisade de l'ITP contre le Congo, celle-ci fut un pion majeur dans l'orchestration de cette manœuvre sordide.

Pratiquement dans le but de tacler Macron, Mushikikwabo a recadré les choses en ces termes sans équivoque : "Pour l'Union Africaine que le Rwanda préside cette année, le plus important c'est la stabilité ... Il y a toujours des petites craintes de violences, surtout en période électorale, on en a déjà vu avant. Mais je pense que la violence n'est pas une fatalité. La RDC est un pays qui a tellement de potentiel pour la paix. Pour l'Union Africaine, pour nous les voisins, nous sommes neufs voisins de la RDC, on y regarde de très près". Et soudain, la préposée rwandaise donne le coup de grâce aux insinuations malveillantes du

numéro un français : "On n'a pas le droit de lui [Joseph Kabila] demander de partir. C'est aux Congolais de lui dire de partir. Nous, tout ce qu'on demande à la RDC, c'est que ce pays reste paisible, que ce pays puisse trouver la stabilité en tant que voisin et pays frère".

### Entre les deux

Qui entre Macron et Kagame ment ? Le premier a-t-il mal compris ce dernier ou celui-ci n'a plus été capable d'assumer, par la suite, ses propos tenus dans le secret à cause de l'indiscrétion de son interlocuteur ?

N'importe comment, l'on sait que la rencontre entre les deux hommes d'Etat s'est insérée dans le contexte d'un parfait marché des dupes. Kagame, soucieux d'élargir son envergure depuis qu'il est passé président de l'Union Africaine, sait que Paris est incontournable dans l'exercice. En face, l'Hexagone, qui court toujours voici des décennies après toute situation lui permettant de se refaire une nouvelle âme dans les Grands Lacs africains, après la honteuse débâcle de l'opération turquoise, s'est crue en devoir de maximiser à fond l'occasion.

Très généralement, dans ce genre de situation, les parties ont besoin de se trouver une victime expiatoire, autour et au détriment de laquelle la réconciliation doit s'opérer. Dans le cas d'espèce, la Rdc a servi à cette cause, mieux à ce besoin psychologique naturel.

Ainsi, parler de Kinshasa a permis d'un côté à la France de ne pas avoir à pleurer sur ses crimes au Rwanda et à ce dernier de ne pas s'expliquer sur les dérives inacceptables qui caractérisent à ce jour son pouvoir.

Au regard de la réaction rwandaise, il apparaît évident que pour le besoin du contexte, Kagame a raconté des choses à Macron sans vraiment y croire ou plutôt a été un peu déçu par l'amateurisme de son homologue après la rencontre.

### La galérie

N'importe comment, on sait que, comme en 1960, notre pays se retrouve à la croisée des agendas les plus boulimiques de la planète et de sa région. C'est notam-

(Suite en page 7)



# Herman Cohen pète les plombs

L'ancien sous-secrétaire d'Etat américain en charge de l'Afrique des années d'avant la guerre froide, Herman Cohen, devient malade de voir le Congo ne pas garantir la réalisation du rêve consistant à placer un homme de main de Washington à la tête du pays.

Même si Kabila ne sera pas de la course, on le sent manœuvrer de sorte à empêcher les impérialistes de reprendre le contrôle du pays. Sa détermination rend malade les stratèges néocolonialistes, Cohen en tête.

Ce personnage étouffe littéralement de voir Kabila bloquer toutes les issues leur permettant de récupérer le pouvoir au Congo. C'est ainsi qu'on le voit vivre et respirer au seul rythme de Kinshasa.

Que le chercheur indépendant Mirindi se lance dans une réflexion libre sur les fissures présentes dans notre constitution, l'ex sous-secrétaire d'Etat en attrape une grippe et se signale par un tweet rageur contre Kabila. La promptitude de sa réaction, avant même les politiques congolais, montre à quel point Kabila dérange les charognards impérialistes.

Et puisqu'il devient de plus en plus évident que tant que le Rais congolais sera en vie, les USA auront perdu la partie en Rdc, les plans conspirationnistes se multiplient.

Herman Cohen va jusqu'à pleurer à la



CPI, afin qu'elle consente à libérer Jean-Pierre Bemba. Moise Katumbi légalement frappé d'incapacité, il voudrait faire monter dans l'arène le leader du MLC.

Il écrit à la Haye ce qui suit : *"Sa présence aiderait les dirigeants politiques à diriger leur pays à travers une période très difficile au cours de laquelle le gouvernement congolais prévoit clairement d'organiser une élection frauduleuse"...Je demande à la Cour d'examiner mes arguments et de décider que M. Bemba a été suffisamment puni pour avoir purgé une peine d'emprisonnement...Je crois que le temps qu'il a déjà passé en prison est suffisant comme punition pour son crime spécifique de négligence en commandant les*

*unités militaires au combat* ».

A l'instar des révisionnistes de la Shoa, Cohen se permet de revoir totalement à la baisse, presque à la limite de la disculpation, les crimes de Bemba. Malheureusement, sa haine viscérale contre les nationalistes au pouvoir lui fait oublier un détail des plus bêtes. A savoir que même dans l'hypothèse d'une libération acquise pour le Chairman du MLC, il ne serait d'aucune utilité pour les impérialistes. Car, au regard de la loi du pays, Bemba est un produit politique périmé. Pour avoir fait l'objet d'une condamnation par la justice (internationale), il se trouve d'office écarté de toute compétition électorale.

**MIK**

## Joao Lourenço triche

(Suite de la page 6)

ment cette volonté prédatrice que l'on perçoit dans les propos à l'emporte-pièce du président angolais.

Joao Lourenço se fend d'une morale séduisante concernant la situation du pays. Il va jusqu'à insinuer que dans le contexte actuel, les élections en Rdc n'offrent aucune garantie de crédibilité et donc de déboucher sur la stabilité. Sans le moins du monde se gêner, il brandit la menace du rejet du résultat des urnes par la communauté internationale.

Mais, Lourenço triche honteusement et traitreusement avec l'histoire. Arrivé à Paris, il est étrangement frappé d'amnésie au point d'oublier que c'est chez lui à Luanda que neuf chefs d'Etat de la Sadc ont reconnu les avancées satisfaisantes et indiscutables du processus électoral en Rdc. Au point de renoncer à l'envoi d'un observateur permanent de la région à

Kinshasa, tel que préalablement décidé à Pretoria.

Pourquoi le président angolais n'avait pas saisi l'occasion lui offerte pour faire le plaidoyer de l'application intégrale du fameux accord de la saint sylvestre ou de l'Eglise catholique? Et empêcher que le communiqué final de la rencontre soit aux antipodes de son actuelle approche?

L'hypocrisie angolaise mise à jour à Paris rappelle à tous ceux qui l'auraient oublié, que notre pays reste la proie permanente des pires prédateurs de l'histoire. La volte-face de Lourenço confirme qu'il y a bel et bien un complot ourdi contre le Congo.

### Prophétie

Point n'est besoin ici de nous étendre sur ce complot. Mais il est important de rappeler à tous ses souscripteurs que le temps d'écrire l'histoire du Congo à Paris,

Bruxelles et Washington est complètement révolu.

L'heure a déjà sonné où la saisissante prophétie de Patrice Emery Lumumba doit impérativement trouver sa réalisation, à savoir qu'"un jour, l'Afrique réécrira son histoire, mais ce ne sera pas celle qui sera écrite à Paris, Bruxelles ou Washington. Ce sera l'histoire d'une nouvelle Afrique. Une histoire de gloire." La réalisation de cette profession de foi va commencer en Rdc avant de contaminer tout le continent.

Si la France croit pouvoir bientôt s'inviter au festin des charognards en Rdc ainsi qu'elle l'a fait en Lybie, elle peut être sûre d'avoir raté le coche. En effet, une fois c'est passé avec Lumumba. La deuxième fois ç'a lassé avec LDKabila. Les impérialistes doivent savoir que la troisième fois ça va casser avec Joseph Kabila.

**MAGG MIKOMBE**

APRÈS LE COUP DE TÊTE DE REYNDERS...

# La Belgique sur le chemin du repentir !



Réalisant l'impossibilité de disposer de Kabila par un simple claquement des doigts, les Belges seraient-ils revenus à la raison ?

Loin d'être une simple vue de l'esprit, le complot belge a été réel. A l'instigation du père du "Rassemblement", Didier Reynders, Bruxelles s'était inscrit dans le schéma d'une transition sans Kabila. Mieux, d'aller aux élections du 23 décembre 2018 sans l'actuel chef de l'Etat.

Toutes les garanties furent données pour la matérialisation de ce complot. Et c'est particulièrement sur l'Eglise catholique que s'étaient appuyés les stratèges belges. C'est du reste dans ce contexte précis qu'il convient de situer les différentes sorties agressives du CLC (Comité laïc de coordination catholique)- créé précipitamment par le cardinal Monsengwo jusqu'à contrer le tout formel CALCC catholique- contre le pouvoir établi. Allant jusqu'à réussir à provoquer un climat de défi résolu contre les institutions établies et les forces de l'ordre.

Le plan était d'obtenir, au plus tôt, le départ de Kabila le 31 décembre 2017 et au plus tard au premier trimestre de 2018. Les concepteurs de ce plan étaient à ce point convaincus du succès de leur action, que l'ancienne métropole n'a plus pris la précaution de porter des gants diplomatiques pour manifester son dépit du pou-

voir de Kinshasa.

Contre toutes les normes diplomatiques, Bruxelles s'autorisa à mettre unilatéralement fin à la coopération bilatérale avec la Rdc, non sans influencer au passage l'Union Européenne à infliger des sanctions contre des personnalités congolaises en violation flagrante du droit international.

Mais pour extrêmement violente qu'elle était, la croisade belge anti Kabila a fini par démontrer ses criantes limites. Non seulement le Rais congolais se maintient imperturbable dans son rôle de maître du jeu, sa famille politique a le vent en poupe, le Pprd en particulier, au point de faire douter l'adversaire. Lequel commence à inventer mille et un prétextes pour ne plus aller aux élections.

Au pays de Colette Braeckman, on semble petit à petit prendre conscience du truisme établi par Tryphon Kin Kiey Mulumba, cet analyste politique du pays parmi les plus pointilleux qui a eu le mérite d'avertir le monde « qu'aujourd'hui au Congo, rien ne peut se faire sans Kabila ni contre Kabila ». A l'époque beaucoup s'étaient moqués de ce haut cadre de la Majorité. Mais un à un, les différents acteurs au pays comme à l'extérieur sont en train de se remettre en rang.

## A Canossa

Voici que contre le cours des événements, la Belgique a dépêché un émis-

saire auprès des autorités congolaises. Le plus frappant, c'est que l'inattendu missi dominici est porteur de messages de son Gouvernement à l'attention du numéro un congolais.

Le visiteur, c'est le ministre d'Etat belge François-Xavier de Donnea, qui a rencontré lundi à Kinshasa le ministre congolais des Affaires étrangères, lui remettant sa précieuse correspondance et précisant que sa visite entre "dans le cadre du renforcement de la coopération bilatérale entre les deux pays".

On croirait rêver. Mais l'envoyé belge ne nous le permet pas. Il va plus loin et précise les contours exacts de sa mission : "Il y a une volonté de maintenir et de renforcer le dialogue pour aboutir à des solutions à nos problèmes afin que les relations entre les deux Etats soient consolidées. La volonté de la Belgique est de trouver un régime de croisière normale dans ses relations avec le Congo".

Et dans la foulée, il annonce la pleine disposition du premier ministre Charles Michel de discuter de la situation entre les deux pays jusqu'au plus haut sommet du pouvoir de Kinshasa.

C'est dire que l'impérialiste Reynders a joué, mais a perdu sur toute la ligne. Il a entraîné son pays sur une voie périlleuse. Ce dernier a décidé de se remettre dans la partie. C'est toujours ce qui arrive quand on laisse un individu entraîner la multitude à la solde de ses caprices personnels.

A ce jour, Reynders est complètement isolé. Les catholiques et le CLC qui lui avaient permis de rêver l'ont laissé sur la touche. Incapables de poursuivre les actions subversives qui, tout compte fait, n'ont donné aucun résultat et mobilisent de moins en moins l'opinion nationale face à l'évidence des élections le 23 décembre prochain.

Le message de consolation et de condoléance du chef de l'Etat congolais adressé au Roi des Belges par rapport aux victimes des actes terroristes de Liège est à prendre comme un acte posé par un Kabila égal à lui-même qui n'a jamais considéré le peuple belge comme ennemi du peuple congolais, en dépit des élucubrations malveillantes de Reynders.

MIKOMBE



## 43<sup>ème</sup> réunion du Conseil des Ministres ACP-UE

# Vers le renouvellement de l'Accord ACP-UE

La 43<sup>ème</sup> réunion du Conseil des Ministres des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (Groupe ACP) et de l'Union européenne (UE) se tient à Lomé depuis le jeudi 31 mai et va se clôturer ce vendredi 01 juin 2018. Cette réunion est décisive du fait qu'elle est appelée à réadapter la coopération entre les deux groupes ACP-UE après les Accords de Yaoundé et de Lomé dans le cadre de l'ex-Commission Economique Européenne (CEE) et celui de Cotonou. Elle intervient juste un jour après la tenue, les 29 et 30 mai 2018, de la 107<sup>e</sup> session du Conseil des ministres ACP, laquelle s'est réuni sous la présidence de la Jamaïque, dans la même capitale togolaise.

Cette réunion des soixante-dix-neuf pays d'Afrique subsaharienne, des Caraïbes et du Pacifique a adopté huit décisions et deux résolutions. Les décisions ont porté sur la révision de l'accord de Georgetown, le mandat de négociation en vue d'un accord de partenariat post-Cotonou avec l'UE, le centre d'information ACP sur la coopération sud-sud et triangulaire qui fonctionne à Malabo en Guinée Equato-

riale, la déclaration conjointe ACP-UE sur le changement climatique, la liste des juridictions fiscales non coopératives, la sélection d'un pays pour accueillir la cérémonie de signature de l'accord ACP-UE post-Cotonou. Les questions liées au paiement des contributions et les directives concernant les contributions volontaires ont été également abordées et des décisions y relatives prises.

En ce qui concerne principalement la révision de l'Accord de Georgetown, les modifications ont porté notamment sur des dispositions relatives au préambule, aux critères d'adhésion et aux catégories de membres, une attention majeure étant accordée à l'appel lancé par les chefs d'Etat et de gouvernement ACP lors de leur 7<sup>e</sup> Sommet tenu en 2012 pour que des contacts et des relations soient noués avec d'autres Etats et groupes d'Etats.

Quant aux résolutions, elles ont porté sur le développement des chaînes de valeur agricoles ACP et l'industrialisation et le développement du secteur privé.

Comme on peut bien le constater le groupe ACP a réussi à rencontrer l'Union

européenne en s'exprimant d'une seule voix sur les différentes questions stratégiques des négociations entre les deux parties en vue d'un accord post-Cotonou.

C'est en fin de cette journée du vendredi 01 juin que l'on sera informé de grandes décisions redéfinissant la coopération entre les deux groupes et tenant compte des objectifs du développement durable. La voix de la République démocratique du Congo a été portée au Conseil des Ministres ACP par le vice-ministre des finances, Jean-François Mukuna ; et à celui du Conseil des Ministres ACP-UE, le Vice-Premier ministre, Ministre des Affaires étrangères, Léonard She Okitundu. Les experts de la RDC qui ont pris part à tous les travaux préparatifs à ces deux conseils des ministres ont été conduits par l'ambassadeur Kikaya Bin Karubi, Conseiller principal diplomatique du Chef de l'Etat. Ce qui montre l'intérêt majeur que porte le président de la République à ces travaux de tous les enjeux pour l'avenir des relations entre les deux groupes de coopération.

**Tshibambe Lubowa**

## 7 miniers malhonnêtes coalisent contre la RDC

En cette veille d'alternance attendue au Congo, tous les vautours sont sur le qui-vive. Dans la fiévreuse attente de voir un des chefs du gang lushois accéder à la magistrature suprême et créer des conditions favorables au pillage systématique des ressources du pays sur fond de démagogie, 7 grosses entreprises minières ont décidé de faire bloc contre le Gouvernement de la République.

Ils restent fermement opposés à la réforme salubre intervenue dans le secteur minier à la faveur du nouveau code minier. Habitué à se goinfrer au détriment des Congolais à qui ils jetaient des miettes, ils refusent que les choses changent en faveur du vrai propriétaire des minerais qu'est le peuple.

Et question d'indiquer leur attache au vent de la révolte et de la contestation en vogue au pays, ils ont organisé la réplique du G7 politique de triste réputation.

Ainsi, nous avons au Congo deux G7 désormais. Le premier politique et le second financier et maffieux. Les deux ont en commun le même patron, le même inspirateur.

Normal donc que le nouveau G7, comme son aîné, se répande en menaces contre le Gouvernement. Il agite le spectre de la justice internationale si jamais ses doléances ne sont pas prises en compte. Ils mettent ainsi le Gouvernement en demeure en ces termes : « *Votre excellence, en tant qu'industrie, nous tenons à souligner le caractère critique de la situation. Si les questions que nous avons soulevées et répétées à maintes reprises ne sont pas traitées conformément à nos accords, nous nous verrons forcés de recourir à des moyens juridiques pour protéger nos droits, tant ceux qui nous sont acquis que ceux qui nous sont accordés en vertu de l'article 276 du code minier de 2002, ceux découlant de diverses conventions et lois* ». Ils s'adressent au ministre des mines, Martin Kabwelulu.

### Pas de recul

Heureusement, que le Gouvernement ne s'est nullement laissé impressionner par ces menaces. Assurant que la loi va être appliquée dans toute sa rigueur, le porte-parole de celui-ci, juriste de formation, contre-attaque : « *D'habitude, il y a procédure contre un gouvernement lorsqu'il n'exécute pas les lois de la République, puisque la raison même d'exister d'un gouvernement, c'est de mettre en application les lois de la République. Alors, c'est une première mondiale. Nous sommes très curieux de voir comment on pourra justifier cela* ».

Le Gouvernement dit être d'autant plus déterminé à faire échec aux miniers qu'il sait que le peuple est avec lui dans la révision du code minier. Mais aussi que les miniers essayent juste de gagner du temps juste nécessaire, dans l'espoir que leur candidat à la présidentielle va venir bientôt les délivrer de l'étreinte du nouveau code minier.

**MIK**

COMITÉ CONSULTATIF PERMANENT DES NATIONS UNIES CHARGÉ DES  
QUESTIONS DE SÉCURITÉ EN AFRIQUE CENTRALE

## Les questions de sécurité en Afrique centrale à l'ordre du jour de la 46<sup>e</sup> réunion ministérielle de Brazzaville

La 46<sup>e</sup> réunion ministérielle du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSC) se tient à Brazzaville depuis mardi 29 mai et se termine ce vendredi 1er juin 2018. Cette importante rencontre permettra de faire une évaluation critique des défis qui se posent à la paix et à la stabilité, non seulement au niveau régional, mais aussi dans chaque pays membre:

Angola, Burundi, Cameroun, République Centrafricaine, Congo, République démocratique du Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Rwanda, Sao Tomé et Principe, Tchad.

En dépit des observations des experts de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) sur les progrès décisifs «dans la consolidation de la démocratie, la stabilité des institutions et de l'intégration régionale», la CEEAC n'est pas restée indifférente à la persistance des violences liées principalement aux processus électoraux dans la sous-région. Elle se dit également préoccupée par « la question de la gouvernance portant [...] sur la gestion du pouvoir politique et économique, ainsi que la construction de l'unité

nationale dans certains Etats ont constitué un point de focalisation».

A cet effet, elle cite les sujets relatifs à la décentralisation, la déconcentration des services de l'Etat, le fédéralisme, la lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite qui continuent d'alimenter la réflexion dans ce domaine.

Des recommandations et résolutions claires liées à ces matières sont attendues à l'issue de ces travaux en vue de renforcer la confiance et de consolider la paix dans les Etats membres. Les questions liées à la lutte contre les violences armées et le terrorisme en Afrique centrale, y compris l'insécurité et la situation humanitaire causée par le groupe terroriste Boko Haram dans le bassin du Lac Tchad, font également l'objet d'une attention particulière.

A ces dossiers, il y a également bien d'autres cruciaux, à savoir : le mercenariat et le crime transnational organisé ; les trafics illicites transfrontaliers favorisés par la porosité des frontières; la prolifération des armes légères et de petit calibre; la piraterie maritime dans le Golfe de Guinée; etc.

Des experts ont discuté de ces différents sujets du 29 au 31 mai, tandis que ce vendredi 01 juin est réservé à la réunion des ministres des Affaires étrangères et

autres chefs de délégation comprenant généralement des représentants des Ministères en charge de la Sécurité, de l'Intérieur, de l'Immigration ou de la Défense. Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique centrale et Chef de l'UNOCA, M. François Louncény Fall, prendra part à la 46<sup>e</sup> Réunion de l'UNSC. Il prononcera une allocution présentant la vision de l'ONU sur les enjeux liés à la paix et à la sécurité dans la sous-région, avec un accent sur la plupart des pays où persistent des tensions et des conflits réels ou potentiels. Plusieurs autres entités onusiennes participeront à cette réunion ainsi que des représentants des organisations sous-régionales, régionales et internationales, y compris celles ayant le statut d'observateur au Comité.

La RDC qui a déjà eu à organiser aussi ce genre de session est représentée à Brazzaville par une forte délégation des experts dans ces différentes matières et les ministres ou vice-ministres des affaires étrangères, intérieur, défense nationale ainsi que le coordonnateur du Mécanisme de la paix pour les Grands Lacs sont attendus en matinée de ce vendredi dans la capitale congolaise.

LNR

### PROCESSUS ÉLECTORAL

## La DH amplifie des efforts pour que les jeunes s'en intéressent !

Après la séance de sensibilisation des leaders des jeunes en son siège à Kintambo, l'association Dignité Humaine DH en sigle et les jeunes de la commune de Ngaliema, ont organisé, au quartier Cité des Anciens combattants CAC, dans la commune de Ngaliema, un atelier sur la construction d'un cahier de charge en matière électorale.

Dans le cadre de sa thématique Education civique et électorale ayant pour projet d'encadrement des cercles de Réflexions et d'Actions citoyennes "CRAC", la DH a fait bénéficier de cette formation, plus ou moins 50 jeunes venus de plusieurs structures du Conseil Communal de la Jeunesse de Ngaliema CCJ/N, le mercredi 30 mai 2018.

Prenant la parole, la présidente des

jeunes de Ngaliema, Madame Francine Ndangi, complétée par son vice président, a rappelé aux jeunes, de formuler toutes les questions possibles auprès de la CENI, au lieu de le faire dans la rue. "C'est la CENI l'organe habilité de nous répondre, à la place des rumeurs qui circulent à la cité", a-t-elle ajouté.

A son tour, la coordinatrice de la DH, Madame Evelyne N'ebintu, est revenue sur sa structure en expliquant que, la DH n'est pas un parti politique, moins encore une délégation d'hommes politiques, mais un cadre de réflexion des jeunes sur différents sujets d'actualité, et évolue dans l'agriculture, l'élevage et tant d'autres domaines.

Un échange sur la problématique de la machine à voter et la connaissance globale sur le processus électoral a clôturé cette journée de réflexion. **Lévi Mamvilako**

## Les professeurs de l'Unikin suspendent leur grève !

Déclenchée il y a six semaines, l'Association des professeurs de l'Université de Kinshasa (APUKIN) a décidé de suspendre sa grève, depuis le mardi dernier, au cours de leur quatrième assemblée générale d'évaluation, tenue à l'UNIKIN.

Regroupés au sein de leur corporation, ils se sont dits satisfaits de la prise en compte par le gouvernement de leurs revendications relatives notamment à l'amélioration de leurs conditions salariales. « Le gouvernement de la République a pris en compte nos revendications », a affirmé, sans autres précisions, le président de l'APUKIN, Antoine Kitombole.

**Lévi Mamvilako**

# Trafic des chèvres Kwango-Kinshasa : les vendeurs déplorent des tracasseries fiscales

Les commerçants de chèvres fustigent le comportement des agents chargés des recettes et des hommes en uniformes installés dans des barrières le long de la route (nationale n°1), dans son axe Kenge-Kinshasa. Kenge, rivièrre Kwango, Batshongo 1 et Batshongo 2, tels sont les endroits où les tracasseries ont pris des allures inquiétantes.

Selon un jeune homme de 30 ans répondant au nom de Carlos Kabeya, acheteur et vendeur des boucs, originaire du secteur de Mosamba dans le Kenge, cela fait un temps que nous ne gagnons pas grand chose dans ce trafic de chèvres. Et pourtant, c'était une activité qui nous rémunérait bien, s'est-il exclamé.

A entendre Serge Muntu, propriétaire d'une grillade (nganda ntaba) à Bandal sur l'avenue Kimbondi, qui s'approvisionne en chèvres directement à partir de la province du Kwango où il envoie ses collaborateurs, le prix d'une tête varie entre 60 et 80 000 fc selon la taille, le transport, entre 12 et 20.000fc selon le moyen de transport emprunté. A la barrière de Kenge,



le commerçant est contraint de payer 1000fc, au centre vétérinaire 2000fc, sans qu'un réel contrôle médical ne puisse se faire.

Au niveau de Batshongo 1 et Batshongo 2, on verse 1500fc à chaque escale avant de lâcher 5800 fc pour le compte de la DGRK à Mongata, com-

mune de Maluku, en guise d'accueil dans la capitale, a-t-il poursuivi. A cela, il faut ajouter 1000fc pour l'entrepôt et 1000fc pour le déchargement à Kinshasa. Tout calcul fait, les bénéfices à la vente deviennent minimes et décourageantes.

**Lévi Mamvilako**

## Tshopo : les agents de la RVA avisent une grève générale

Six mois impayés, les agents de la Régie des voies aériennes (RVA) annoncent une grève générale à partir de ce jeudi 31 mai sur toute l'étendue de la province.

Selon Mme Léonie Senga, déléguée syndicale principale de la RVA, les agents réclament le paiement de six mois d'arriérés de leurs salaires. Pour elle, la reprise de service est conditionnée par le paiement des 3 mois de salaires sur les six qui ne sont pas encore payés.

«Nous exigeons notre droit. Qu'on nous paie au moins un trimestre de notre salaire sur les six mois. Les autres



mois pourront être payés régulièrement. En attendant la solution, nous serons hors le lieu de service. Nous serons à la barrière et personne ne va pé-

nétrer à l'aéroport », a-t-elle menacé.

C'est depuis lundi dernier que ces agents observent un arrêt de travail. A Kisangani, les activités ne tournent pas comme telles à l'aéroport international de Bangboka.

Pour créer un climat de paix, la direction générale de la RVA exhorte ces agents au calme et promet de régulariser de plus vite possible cette situation.

Selon des sources proches de la direction provinciale, une enveloppe financière a été déposée mardi 29 mai dans la soirée à la Rawbank par la direction générale pour la paie de deux mois d'arriérés de salaire.

**Murielle Ipanga**



# À Yamoussoukro, les femmes catholiques s'engagent contre les grossesses en milieu scolaire



Adèle Kouassi, responsable de l'Afec à Yamoussoukro

**E**n Côte d'Ivoire, on ne manque pas d'imagination pour décourager la prostitution dans les milieux scolaires. Après l'opération "ouvrez le cahier, fermez les jambes" initiée par la société civile, il y a deux ans, l'Association des femmes de l'Église catholique (Afec) du diocèse de Yamoussoukro (Côte d'Ivoire) s'implique, depuis le début de l'année scolaire, dans la lutte contre les grossesses en milieu scolaire.

En Côte d'Ivoire, un rapport du ministère de l'éducation nationale publié en avril 2017 a recensé 4 471 cas de grossesses d'élèves pour l'année scolaire 2016-2017.

Sensible au phénomène des grossesses en milieu scolaire, le bureau diocésain de l'association des femmes de l'Église Catholique (Afec) de Yamoussoukro, dans le centre de la Côte d'Ivoire, a mené une campagne de sensibilisation sur les risques d'une sexualité précoce dans les lycées et collèges de la capitale. « Ce problème nous touche et nous inquiète car ce sont nos enfants »,

explique Adèle Kouassi, la présidente diocésaine. « Nous ne sommes pas allées pour évangéliser dans les écoles laïques, mais pour comprendre ce qui pousse nos enfants vers le sexe. »

Dans le diocèse de Yamoussoukro, l'Afec diocésaine regroupe un peu plus de 10 000 femmes issues des 24 paroisses du diocèse.

## 3 000 élèves déjà sensibilisés

La tournée de sensibilisation de l'Afec de Yamoussoukro est une activité qui doit se faire sur trois années scolaires dans les villes du diocèse. Pour la première édition, plus de 3 000 élèves rencontrés dans 7 établissements scolaires de Yamoussoukro ont répondu à un questionnaire des femmes catholiques. Ce questionnaire anonyme a pour objectif de déterminer les causes de la sexualité précoce en milieu scolaire et de savoir si les jeunes ont suffisamment conscience des risques d'une telle sexualité sur leur avenir. « Nous avons été surprises de lire que beaucoup parmi ces élèves que nous

avons interrogées nous ont dit qu'elles le font pour l'argent, a révélé Adèle Kouassi. Nous avons remis un rapport de notre enquête à la direction régionale de l'éducation nationale et au préfet de Yamoussoukro ».

Dans la foulée, l'Afec de Yamoussoukro a édité un livre intitulé « **Éducation sexuelle indispensable pour la famille et la société** » qu'elle mettra à disposition de tous les fidèles dès la prochaine rentrée pastorale. À travers ce livret rédigé avec l'aide d'experts, les femmes catholiques souhaitent une réflexion impliquant parents et enfants sur l'éducation sexuelle chez les jeunes. L'accent est mis sur l'amour humain selon le plan de Dieu, des orientations pratiques pour résoudre les problèmes de la crise d'adolescence, et quelques recommandations du Pape François sur l'éducation des enfants.

**Guy Aimé Ebloté (à Yamoussoukro)**

## Les vœux de la femme

Une femme était très malade dans son lit et a demandé à son mari : « Chéri, combien de temps passeras-tu avant d'épouser une autre femme au cas où je mourrais? »

Puis le mari a dit : « Honnêtement, mon amour, je ne peux m'approcher d'une autre femme sans que ta tombe soit complètement sèche ».

Après quelques jours, la femme est morte et le mari va lui rendre visite au cimetière sur tous les jours. Cela fait deux ans et la tombe est toujours humide.

Un soir, quand il est allé au cimetière, il a rencontré son beau-frère sur la tombe avec un seau vide et lui a demandé : « Hé James, qu'est ce que tu fais ici? »

Puis son beau-frère lui a dit : « Je suis ici pour respecter les vœux de ma sœur. Elle m'a dit que je devrais venir ici tous les jours pour mouiller sa tombe. »

L'homme s'est évanoui.

Il ne faut jamais blaguer avec les femmes, même mortes, leur jalousie sent toujours.

## La prostitution

Une maîtresse dispense les cours de math en disant :

J'ai fait 3 enfants à Jacques

J'ai fait 2 enfants à Jean

J'ai fait 5 enfants à Marc

Au total cela me fait 10 enfants, n'est-ce pas ?

Oui, répond la classe.

Quelle opération ai-je fait pour trouver la réponse ?

Toto lève son petit doigt et dit : LA PROSTITUTION.

Suivez l'actualité en continu sur  
[www.lanouvellerepublique.cd](http://www.lanouvellerepublique.cd)

## MATCH AMICAL

# NIGERIA-RDC : Les locaux et apprentis Léopards tiennent tête aux Mondialistes (1-1) !

Le match amical entre le Nigeria et la RDC du 28 mai 2018 s'est soldé par un nul d'un but partout. Les Nigériens ont ouvert le score à la 15<sup>ème</sup> par Ekong avant que les Congolais n'égalisent à la 80<sup>ème</sup> sur penalty par Ben Malango. La grande leçon de ce match semble échapper aux amateurs du foot congolais : les locaux et apprentis Léopards ont tenu tête à la meilleure sélection des Super Eagles qui va à la Coupe du monde !

Car tout le monde promettait une véritable raclée aux sélectionnés du coach Ibenge. Les meilleurs expatriés de la sélection A ont décliné l'invitation pour ce match qu'ils jugeaient sans enjeu. Cette perception des compatriotes 'professionnels' contraste avec celle des Nigériens qui désiraient se frotter aux meilleurs du continent pour affûter leurs armes. D'où le choix porté sur la RDC !

Les Congolais qui minimisent un peu trop les athlètes locaux retiendront désormais la leçon : les joueurs qui évoluent au pays ne sont pas nécessairement moindres par rapport à ceux qui prestent à l'étranger. Leur valeur intrinsèque est parfois équivalente ou supérieure à celle des leurs homologues évoluant à l'étranger. En termes simples, tout joueur du championnat espagnol n'est pas Messi ou Ronaldo !

Je rappelle ici que les joueurs du TP Mazembe de la génération Kidiaba avaient joué une finale de la coupe du monde des clubs en 2010 contre l'Inter de Milan après avoir battu en demi-finale Porto Alegre à l'époque champion du Brésil. Un honneur que ne connaissent pas beaucoup d'athlètes français ou belges.

Un amateur de foot avisé devra arriver à dire que tel athlète congolais exerçant au pays peut se défendre dans tel ou tel autre championnat européen. Pour rester sur le cas Mazembe, ses joueurs qui vont en test en Europe y restent comme on le voit avec la dernière couvée. Les belges s'arrachent Luyindama et Bolingi avant qu'ils n'aient achevé leur première saison. On peut citer les cas Sunzu, Samatta, Mbokani etc.

## Une affaire de CV !

Dès lors, l'on comprend pourquoi Flo-



rent Ibenge s'est toujours refusé au clivage Professionnels-Locaux dans ses sélections. Un joueur africain ayant évolué plusieurs fois en quarts de finales des Interclubs de la CAF ou ayant été sélectionné plusieurs fois en nationale présente suffisamment d'expérience pour jouer contre n'importe quelle autre équipe de la planète. Un tel joueur est décomplexé devant les terrains, la race ou les noms de ses adversaires.

Sa performance dépendra alors de sa forme du moment et du système mis en place par le coach. La cohésion du groupe (les joueurs deviennent des amis !) ajoutera un au rendement des sélections. D'où ce besoin de rappeler les mêmes athlètes ou au moins une ossature qui se confirme au fil des matches par un bon rendement individuel de ses membres.

Voyez le CV des joueurs de la dernière sélection de M. Ibenge. Dans son onze de départ figurent des locaux qui ont été en compétitions de la CAF au haut niveau (champions au CHAN, finalistes ou champions en ligue et aussi des détenteurs de la Coupe de la CAF).

Ce profil est celui des joueurs de Mazembe et de V.Club retenus : Padou Bompunga, Issama Mpeko, Glody Ngonda, Bangala Litomba, Nelson Munganga, Ben Malango et Meschak Elia. Seul Kazadi Ka-

sengu ne répondait pas au profil présenté ci-haut.

Chez les professionnels présents Beni Afobe et Anthony Mossi en étaient à leur première titularisation. Ils n'ont aucun titre national dans leurs pays d'adoption ni de titre continental.

Entre les deux catégories se trouvent Christian Luyindama qui a décroché un titre en interclubs de la CAF avec le TP Mazembe avant d'aller briller au Standard de Liège. Lema Mabidi est finaliste de la champions league de la CAF en 2014 avec V.Club avant de rouler sa bosse en Afrique avec le RAJA de Casablanca.

Il est vrai que nous voulons tous une sélection avec les meilleurs joueurs. Mais avant de critiquer les locaux, demandez d'abord leurs CV. Dans le cas contraire, jugez-les sur rendement comme on peut le faire aujourd'hui avec Kazadi Kasengu.

## Mayonde Kolongo

### Sélection des Léopards (NIGERIA-RDC du 28 mai 2018)

1. Anthony MOSSI. 2. Djos ISSAMA 3. Glody NGONDA 4. Padou BOMPUNGA 5. Christian LUYINDAMA 6. Yannick BANGALA (LEMA MABIDI) 7. KAZADI KASENGU 8. Nelson MUNGANGA (Fabrice NGOMA) 9. Benik AFOBE (Ben MALANGO) 10. Paul-José MPOKU 11. Meschac ELIA.





# La Linafoot à fond dans la phase retour !

## Dragons-Mazembe (0-1), V.Club- DCMP (2-1)

**B**énéficiant d'une dérogation de 45 jours à partir du 1<sup>er</sup> juin, la Linafoot a pris même la journée du 31 mai pour se rattraper en faisant jouer 2 grands matches en une seule journée et sur la même pelouse. Celui de la 1<sup>ère</sup> journée de la phase retour entre Dragons et Mazembe remporté par les Corbeaux de Lubumbashi par 1-0. Et le match de la phase aller reporté à 3 reprises entre DCMP et V. Club qui a vu le second cité triompher par 2-1.

Pour la première rencontre, le TP qui avait laminé son adversaire par 5-0 à l'aller s'en est bien sorti avec sa nouvelle garde. Glody Likonza qui s'est illustré par l'unique but du match signe sa 2<sup>e</sup> réalisation en Ligue 1. A 2 ou 3 exceptions près, ces joueurs ne totalisent pas 3 saisons pleines chez Mazembe. L'on suppose que l'entraîneur Pamphile Mihayo les lance pour de bon dans l'arène afin de disposer d'une doublure interchangeable à chaque poste comme à la belle époque de Mazembe (2009-2010).

Pour V.Club humilié pendant quelques temps par le DCMP son rival éternel, c'était l'occasion de prendre sa revanche. Dans une première période bien maîtrisée, surtout dans l'entre-jeu, les hommes de Florent Ibenge ont marqué 2 buts par

Fabrice Ngoma et Padou Bompunga. Il a fallu attendre les 10 dernières minutes du match pour voir les immaculés de Dcmp prendre les initiatives et réduire le score à la 84<sup>ème</sup> par Patou Kabangu. L'artiste Ricky Tulenge était prêt de marquer le but égalisateur pour conclure en apothéose une raencontre qui tenu en haleine les spectateurs.

Curieusement, les deux gagnants de ce jeudi 31 mai sont ceux qui jurent de ravir son trône à Sa Majesté Sanga Balende. Avec les 3 points raflés, Mazembe pointe désormais à une longueur de retard. Tandis que V.Club vient de supplanter le DCMP sur la 3<sup>e</sup> marche du podium. Mieux encore, ces deux victoires qui relancent le championnat, obligeant les équipes du

peloton de tête de s'écharper à fond pour une place au soleil.

Notons qu'à Goma, Dauphins Noirs a dominé Maniema Union par 1-0. But de Ndaku Akela à la 55<sup>e</sup> minute.

**Mayonde Kolongo**

### Calendrier Vodacom Ligue 1

Vendredi 1<sup>er</sup> juin  
Sanga Balende - Mont Bleu  
Dimanche 3 juin  
Maniema Union - Vita Club  
Mazembe - Lupopo  
Sanga Balende - Dauphin Noir  
DCMP - FC Mont Bleu  
Lundi 4 juin  
Rangers - Dragons Bilima

APRÈS SON 3<sup>È</sup> SACRE EN LIGUE DES CHAMPIONS

## Zidane va quitter le Real Madrid !

**I**l faut savoir quitter les choses avant qu'elles ne vous quittent, dit un vieil adage de sagesse. Elle doit avoir inspirée l'entraîneur Zinedine Zidane du Real Madrid. Car Zizou a annoncé le 31 mai qu'il va quitter son club à la fin de cette saison après son 3<sup>ème</sup> sacre consécutif en ligue des champions de l'UEFA.

Cette décision un peu surprenante du Français rappelle quelque peu le départ du Roi Pélé de la Seleçao et du Santos du Brésil en 1970. La raison avancée à l'époque par le triple champion du monde est la même que celle de l'entraîneur triple champion d'Europe : « partir sur un succès ! ». Et accessoirement « pour laisser au Real la chance de continuer à gagner ». « Ça s'était bien terminé en tant que joueur. Je veux que ça se termine bien en tant qu'entraîneur. Ce sera toute la vie comme ça », a-t-il souligné.

Arrivé au Real Madrid le 4 janvier 2016, Zidane aura donc passé deux ans et demi sur le banc du club. Il en repart avec un palmarès impressionnant composé de neuf trophées dont trois Ligues des Champions.

**Mayonde Kolongo**

### Les équipes qualifiées pour la 23<sup>e</sup> Coupe du Congo

Pour les Ligues Provinciales : JSK (Kinshasa), AS Bantous (Mbuji-Mayi), FC Nyuki (Butembo), FC Kungu Pemba (Bandundu).

Pour les équipes issues de la LINA-FOOT : FC Renaissance du Congo (Kinshasa), Océan Pacifique (Mbuji-Mayi), OC Bukavu Dawa (Bukavu) et TP Molunge (Équateur).

